

ARYM/Grèce : un accord «acceptable» envisagé par les deux parties sur l'utilisation du nom «Macédoine»

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Nova Makedonia, 24 MK, Greek Reporter, Financial Times*)

Depuis 1991, le nom géographique «Macédoine» fait débat et empoisonne les relations gréco-bulgaro-macédoniennes (Grèce-Bulgarie-ARYM). Les trois États le revendiquent, car il y a derrière ce mot un patrimoine historique important et prestigieux (la référence à Alexandre Le Grand et à son père Philippe II de Macédoine), de même qu'un symbole utilisé par les différents territoires et les provinces appelées Macédoine. L'une d'entre elles correspond à quatre régions administratives grecques, une seconde à la Macédoine du Pirin (Bulgarie) et la dernière correspond à l'ARYM (Ancienne République yougoslave de Macédoine) actuelle. Si Sofia et Skopje ne font plus état, depuis quelques années, de tensions sur le sujet, les relations entre l'ex-république yougoslave et sa voisine du Sud restaient difficiles sur l'utilisation officielle du nom Macédoine, même si l'ARYM, candidate à l'adhésion européenne, n'était pas en position de force pour obtenir gain de cause face à un membre de l'UE.

Les relations gréco-macédoniennes ont pourtant connu une avancée majeure le 17 mai 2018, lors du Sommet UE-Balkans occidentaux organisé à Sofia. En effet, après d'âpres négociations, les Premiers ministres Zoran Zaev (ARYM) et Alexis Tsipras (Grèce) ont assoupli leurs positions respectives, le premier déclarant même qu'«*une option qui peut être acceptable pour les deux parties*» était actuellement étudiée. Cette solution n'aurait pas pu être trouvée sans l'investissement des ministres des Affaires étrangères, un travail salué par les deux parties. En coulisse, Washington aurait également fait pression sur A.Tsipras afin de favoriser l'intégration rapide de Skopje à l'OTAN dans des Balkans où la Russie place également ses pions (Serbie, République serbe de Bosnie).

Le même jour, le porte-parole du gouvernement Zaev, Mile Bosnjakovski, a indiqué qu'une nouvelle réunion serait prochainement organisée entre les deux Premiers ministres. Les gouvernements se donnent un mois (jusqu'à la mi-juin 2018) pour finaliser un compromis, dont la rédaction devrait être confiée au diplomate américain Matthew Nimetz, envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies.

Enfin, le commissaire européen à l'Élargissement, Johannes Hahn, a indiqué que, pour qu'une issue favorable soit trouvée, les deux chefs de gouvernement devaient conserver leur détermination à parvenir à un accord qui soit acceptable pour chacune des parties. Il reste à savoir si l'opinion publique grecque suivra A.Tsipras sur cet accord.

date créée

19/05/2018

Champs de Méta